

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 24 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE

« Bois de Montauté »
58800 Épiry

Références : 240043
Code AIOT : 0005400375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE, implanté au lieu-dit « Bois de Montauté » - 58800 Épiry. L'inspection a été annoncée le 29/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS BOURGOGNE AUVERGNE
- « Bois de Montauté » - 58800 Épiry
- Code AIOT : 0005400375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Montauté, ouverte en 1945 et autorisée par arrêté préfectoral depuis 1974, s'inscrit dans un projet en association avec le propriétaire foncier qui est un groupement forestier. Le projet de remise en état finale consistera en un plan d'eau forestier et les parties déjà remises en état permettent au groupement forestier de planter diverses espèces de chênes exotiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Production
- Périmètre d'éloignement
- Clôtures et barrières
- Aménagement paysager
- Eaux de process
- Eaux pluviales
- Programme d'autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 1.2.3	Sans objet
2	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 1.5	Sans objet
3	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.3	Sans objet
4	Aménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.6.1	Sans objet
5	Aménagement busé entre la lagune et l'étang du Champ	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.6.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.8.1	Sans objet
7	Eaux de procédé des installations et bassins de décantation	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.2	Sans objet
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.1	Sans objet
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.2	Sans objet
10	Valeurs limites de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.3	Sans objet
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 7.2.3	Sans objet
12	Programme d'auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.1.1	Sans objet
14	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.2.1	Sans objet
15	Auto-surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.2.2	Sans objet
16	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté une bonne maîtrise de l'exploitant dans l'exploitation de sa carrière. Concernant le dépassement des retombées de poussières sur la jauge 2, il devra proposer des solutions pérennes pour pallier à celui-ci.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 1.2.3
Thème(s) : Autre, Production
Prescription contrôlée : [...] La quantité maximale de matériaux produits de la carrière est de 800 000 tonnes par an au maximum avec une production moyenne autorisée de 550 000 tonnes par ans les cinq premières années puis 700 000 tonnes par an les années suivantes, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 218 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 28 mètres.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les chiffres concernant les volumes d'extraction des années 2021 et 2022. Ceux-ci sont conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 1.5

Thème(s) : Autre, Périmètre d'éloignement

Prescription contrôlée :

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette distance pourra être augmentée en tant que de besoin. En particulier, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas doit être arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur tout cette hauteur.

Constats :

Le périmètre autorisé est de 45 hectares. La bande des 10 mètres est respectée, à noter qu'un chemin périphérique constitue en partie la bande des 10 mètres au nord de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.3

Thème(s) : Autre, Accès

Prescription contrôlée :

L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, perches, barque, ligne de vie...) sont disponibles à proximité.

Constats :

L'ensemble du site est clôturé avec des pancartes mentionnant « zones de danger » réparties à distance régulière. Tous les trimestres, une ronde est réalisée afin de vérifier l'intégrité de la clôture. L'ensemble des retenues d'eau est clôturé et muni de bouées de sauvetage. Le bassin de fond de carrière est doté d'une barque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement paysager

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.6.1
Thème(s) : Autre, Paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place tout aménagement paysager (merlon...), notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels. En particulier, une plantation d'espèces forestières sur le merlon séparant le site de la RD 175 devra être maintenue afin d'assurer un rôle de masque vis-à-vis des installations de traitement de la carrière.
Constats : L'environnement forestier du site permet une bonne intégration paysagère de la carrière. Une haie arborée permet de masquer les installations de traitement des matériaux depuis la RD 175.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagement busé entre la lagune et l'étang du Champ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.3.6.2
Thème(s) : Autre, Écoulement des eaux
Prescription contrôlée : L'entretien de la lagune étant à la charge de la carrière de Montauté, l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires afin que l'aménagement busé entre la lagune de décantation et l'étang du Champ remplisse son office de décantation afin d'éviter que l'eau ne coule en dessous des buses.
Constats : L'aménagement busé entre la lagune de décantation et l'étang du Champ remplit son rôle de décantation associé à une lagune écrêteur d'orage et un bassin de décantation. Ce bassin est régulièrement curé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 2.8.1
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les installations dans le paysage. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues... Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Pour éviter l'envol de poussières par la circulation des engins, les pistes sont arrosées en période sèche. De plus, une partie des pistes est enrobée à l'intérieur du site permettant lors du passage des camions et engins de déposer les boues accrochées aux roues ; une balayeuse intervient régulièrement sur la route pour enlever les boues et les éventuels granulats au sol.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux de procédé des installations et bassins de décantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.2
Thème(s) : Autre, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de procédé doivent être intégralement recyclées et circulent en circuit fermé.</p> <p>Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont collectées séparément et intégralement recyclées. Le circuit de recyclage doit être conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, doit être prévu.</p> <p>Afin de garantir un meilleur taux de recyclage, les eaux de lavage des matériaux transitent dans 4 bassins de décantation étanches comprenant un bassin d'eau claire situés au sud de l'atelier [...].</p> <p>Le taux de recyclage des eaux doit être au minimum de 80 %. Pour s'assurer du respect de ce taux, l'exploitant met en place un dispositif de mesure totalisateur ou équivalent sur la pompe du bassin d'eau claire. Il tient à jour mensuellement (hebdomadairement en période de sécheresse) un registre de la consommation des eaux pompées dans le bassin d'eau claire et des eaux d'appoint (cf. article 4.1.1).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite que, pour le moment, le taux de recyclage des eaux de procédé était estimatif ; il projette de mettre en place des compteurs pour mesurer les différents volumes d'eau consommés et ainsi déterminer précisément le taux de recyclage.</p> <p>L'exploitant a indiqué vouloir atteindre un objectif de réduction de 20 % de la consommation en eaux d'appoint.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.1
Thème(s) : Autre, Aire étanche
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les engins sont stationnés sur une dalle étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures, de même que l'aire de lavage des engins. L'installation d'inertage est également dotée d'une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.2
Thème(s) : Autre, Entretien et vidange des séparateurs d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les séparateurs d'hydrocarbures doivent être nettoyés, vidangés et contrôlés au moins une fois par an et entretenus si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Les 3 séparateurs d'hydrocarbures sont vérifiés et vidangés annuellement. Ces opérations ont eu lieu en février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 4.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous: - MES : 35 mg/L - DCO : 125 mg/L - HCT : 5 mg/L [...] Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5.5 et 8.5 et une température inférieure à 30°C.
Constats : Les dernières analyses ont été réalisées le 3 mai 2023. Celles-ci sont conformes aux valeurs limites en concentration définies dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 22 juin 2023. 3 observations ont été relevées ; celles-ci ont été corrigées depuis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Programme d'auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Principes et objectifs du programme d'auto-surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un programme d'auto-surveillance englobant les aspects environnementaux et les aspects liés à la sécurité est mis en place et tenu à jour par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des émissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 4, sont disposés et exploités en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées une fois par an, pendant 6 mois, de mai à octobre.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un réseau de mesures de retombées de poussières comprenant 5 jauges : 4 de type C et 1 de type A. Le dernier relevé a été effectué du 4 mai au 5 juin 2023. Celui-ci a montré une non-conformité au niveau de la jauge 2 avec 693 mg/m²/jour. L'exploitant va mettre en place l'arrosage des pistes empruntées par les tombereaux afin de résoudre cette non-conformité.</p>
<p>Observations :</p> <p>La période de mesurage des retombées de poussières doit être réalisée de mai à octobre. L'exploitant veillera à respecter cette durée lors de la prochaine campagne de mesure. De plus, l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées les résultats des mesures de retombées de poussières dès qu'il les aura en sa possession.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Auto-surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de l'aire étanche
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser deux fois par an en sortie des décanteurs déshuileurs prévus à l'article 4.3.3.1 des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.3.3 pour le paramètre hydrocarbures. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Les analyses des rejets en eaux des séparateurs d'hydrocarbures ont été réalisées aux mois de mai et d'octobre 2023. Les résultats sont conformes aux valeurs limites de concentration définies dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Auto-surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser deux fois par an, une fois en période de basses eaux et une fois en période de hautes eaux, des mesures de la qualité de l'eau de son rejet issu du bassin de décantation dans le milieu extérieur. [...] Ces analyses doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.3.3. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a fait procéder aux mesurages de la qualité de l'eau de son rejet issu du bassin de décantation en mai et octobre 2023. Les valeurs obtenues sont conformes aux valeurs limites de concentration définies dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2013, article 8.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures périodiques
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). [...]
Constats : La dernière analyse des émissions sonores a été effectuée en octobre 2022. Aucune non-conformité n'a été relevée. À noter que la carrière ne fonctionne qu'en période diurne.
Type de suites proposées : Sans suite